

REPUBLIQUE DU BURUNDI



**DECLARATION DE SON EXCELLENCE
MONSIEUR LE PREMIER VICE-PRESIDENT DE
LA REPUBLIQUE, Dr YVES SAHINGUVU
A LA CONFERENCE DES NATIONS UNIES
SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE**

COPENHAGUE, LE 17 DECEMBRE 2009

- **Monsieur le Président,**
- **Excellences Mesdames, Messieurs,**
- **Mesdames, Messieurs en vos titres et qualités et tout protocole observé,**

1. C'est un grand honneur de prendre la parole devant cette auguste assemblée en ce moment où tous les habitants de la terre retiennent leur souffle et attendent de nous la signature d'un instrument juridique contraignant pour réduire les gaz à effet de serre responsables des variations climatiques extrêmes.

2. Je voudrais avant toute chose remercier le gouvernement et le peuple du Danemark pour l'accueil et l'hospitalité qui ont été réservés à nous et à la délégation qui nous accompagne depuis notre arrivée dans cette belle ville de Copenhague.

- **Monsieur le Président,**
- **Excellences Mesdames, Messieurs,**
- **Mesdames, Messieurs,**

3. Ce n'est plus un secret pour quiconque, les changements climatiques mettent en danger des vies et ont démontré leur capacité d'annihiler les acquis durement obtenus en matière de développement.

Les choses vont de mal en pis lorsque les perturbations climatiques se combinent avec une vulnérabilité structurelle des Pays les moins développés.

4. Mon pays, le Burundi est un pays post conflit, très vulnérable et dont la forte démographie se traduit par une surexploitation des ressources naturelles.

5. Le pays est frappé de plein fouet par les changements climatiques qui se manifestent par des sécheresses prolongées ou des inondations occasionnant souvent la perturbation des saisons culturales et la destruction des infrastructures.

6. Le pays pense à sa reconstruction et rêve de retrouver son image de paradis vert où seules les énergies nouvelles et renouvelables seraient utilisées.

C'est ainsi qu'une politique intensive de reboisement est en cours de mise en œuvre avec un accent particulier sur les plants fruitiers afin de lutter contre la faim tout en préservant l'environnement.

7. Dans sa vision 2025, le Burundi consacre le développement durable axé sur une économie verte comme une priorité en accordant des avantages différentiels aux promoteurs des investissements verts.

8. Il dispose déjà de son Plan d'Action National d'adaptation aux changements climatiques ainsi que des documents de Communication Nationale sur les changements climatiques dans lesquels la vulnérabilité des secteurs socioéconomiques tels que l'agriculture, l'énergie, la santé, les ressources en eau et les écosystèmes est mise en exergue. Des actions prioritaires d'adaptation aux changements climatiques ont été formulées et traduites en projets concrets.

Aussi, des options d'atténuation des émissions anthropiques de gaz à effet de serre, des besoins en renforcement de capacités et en transfert de technologies propres ont été identifiés.

9. Cependant, les ressources financières et matérielles pour mettre en œuvre les actions concrètes proposées en matière d'adaptation aux changements climatiques et d'application des technologies moins émettrices de gaz à effet de serre font défaut malgré l'engagement et la bonne volonté du gouvernement.

10. De cette tribune, nous interpellons les pays développés partenaires à disponibiliser les ressources nécessaires pour soutenir ce programme et ce, en plus, de l'aide publique au développement.

- Monsieur le Président,

- Excellences Mesdames, Messieurs,

- Mesdames, Messieurs,

11. La présente conférence est une occasion offerte à nos gouvernements respectifs de redéfinir nos politiques dans le souci de sauvegarder l'harmonie entre l'homme et la nature.

Le Burundi encourage, soutient et adhère entièrement à toutes les initiatives internationales qui iraient dans le sens de réaliser cet objectif. Nous pensons notamment à un Fonds international commun pour les entreprises propres dont l'objectif principal serait de financer les projets et programmes non polluants, surtout en Afrique qui, loin d'être parmi les premiers responsables de la pollution en est quand même la première victime.

12. Face aux défis combien lourds et par rapport à la gravité de la situation, nous n'avons plus de temps à perdre. Nous devons passer à l'action immédiatement, en nous dotant dès aujourd'hui d'un instrument juridique qui prend **tout le monde** à bord et à travers lequel des engagements clairs **des uns et des autres** doivent être traduits aussitôt en actions tangibles et concrètes.

13. En effet, il importe que cette Conférence de Copenhague débouche sur un accord climat **ambitieux, inclusif, effectif et équitable**, favorable à l'éradication de la pauvreté, au développement durable et qui prend en compte les questions du genre.

De même, comme il s'agit de l'avenir de l'humanité toute entière qui est en jeu, des mécanismes de suivi-évaluation rigoureux et transparent doivent être discutés et adoptés par l'Assemblée présente.

14. Le Burundi demande que les pays vulnérables en général, et les pays post conflit en particulier, soient spécialement appuyés financièrement et techniquement dans la mise en œuvre effective des actions concrètes d'adaptation et d'atténuation.

Vive la solidarité internationale,
Je vous remercie.